



Strasbourg, le 4 mars 1997

CC-ED/HIST (97) 3

**RAPPORT SUR LA CONFERENCE-BILAN NATIONALE RELATIVE A**

**"LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE DANS LES ECOLES DE LA FEDERATION DE RUSSIE"**

**Suzdal, Fédération de Russie**  
**12-14 décembre 1996**

Rapport du Rapporteur général

M. Gary BRACE,  
Service des programmes et de l'évaluation du Pays de Galles,  
Royaume-Uni



## **1. LE CONTEXTE**

La conférence de Suzdal a été organisée conjointement par le Conseil de l'Europe et le ministère de l'Education de la Fédération de Russie. Axée sur "La réforme de l'enseignement de l'histoire dans les écoles de la Fédération de Russie", elle a été suivie par une quarantaine de délégués de la Fédération de Russie, des représentants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Biélorussie, de l'Estonie, de la Georgie, de la Lettonie, de la Moldavie et de l'Ukraine, ainsi que par des experts du Conseil de l'Europe et des représentants du Secrétariat. Elle s'est déroulée sous la double présidence de M. Maitland STOBART, directeur adjoint de l'enseignement, de la culture et du sport du Conseil de l'Europe et M. Vladimir BATSIN, chef du Département de la coopération internationale du ministère de l'enseignement général et professionnel de la Fédération de Russie.

La conférence a duré trois jours: le premier jour a été consacré aux exposés des orateurs de la Fédération de Russie, le deuxième à ceux des experts du Conseil de l'Europe et à des débats et le troisième à de nouvelles discussions et à la synthèse des questions évoquées.

M.BATSIN a souhaité la bienvenue aux délégués en faisant allusion à l'étroite coopération instaurée depuis le début des années 1990 entre la Fédération de Russie et le Conseil de l'Europe. Il a insisté sur la possibilité qui s'offre aujourd'hui de rattacher plus étroitement l'histoire de la Russie à celle de l'Europe et sur l'importance capitale de rendre compte de l'histoire avec objectivité dans tous les Etats post-soviétiques.

## **2. INTERVENTIONS DE LA FEDERATION DE RUSSIE**

### **Perspectives de changement**

Le **Dr Alexandre ASMOLOV**, vice-ministre de l'enseignement général et professionnel de la Fédération de Russie, a ouvert la conférence en signalant les défis que doivent relever l'histoire et l'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie aujourd'hui.

Il a indiqué en quoi la situation actuelle est propice à une relecture de l'histoire russe qui élucide les liens et analogies entre l'histoire de l'Europe et l'histoire de la Russie et reconsidère l'idée de "l'inévitable progrès" de l'histoire russe. La manière traditionnelle d'enseigner l'histoire en Russie présente des dangers, en ce sens qu'elle est souvent centrée sur les crises ou les conflits, laisse parfois entendre que l'on a pris des mythes pour des faits, ce qui rétrécit le champ des interprétations. L'enseignement de l'histoire en Russie doit adopter une position qui permette d'expliquer le passé de différentes manières, de le regarder sous divers angles et de placer davantage l'accent sur l'histoire comparative et transculturelle. Le Dr Asmolov a soutenu qu'il s'agissait là d'une question de méthodologie et non d'idéologie.

Ces changements auront aussi un impact sur les manuels qui devront, à l'avenir, établir un équilibre entre l'histoire européenne et l'histoire mondiale et situer le rôle de la Russie dans ces contextes élargis. L'orateur a également fait état du besoin de manuels dans la période de transition que vit la Fédération de Russie. Il a conclu en lançant aux historiens et aux éducateurs le défi de concrétiser réellement les changements.

### **Une crise de conscience**

Le **Dr Victoria UKOLOVA**, directrice de l'Institut d'histoire générale de l'Académie russe de pédagogie, a commencé par indiquer qu'une crise de conscience agite le monde de l'enseignement en cette fin de 20ème siècle. Il s'agit surtout d'une crise d'identité à l'échelle des individus, des nations et des continents. Si l'approche traditionnelle de l'enseignement de l'histoire a contribué à la stabilité sociale et nationale, une réinterprétation s'impose à présent, étant donné le développement d'histoires "nouvelles" comme celle des femmes. Dans la Fédération de Russie, par exemple, il faut écrire une nouvelle histoire culturelle et intellectuelle. L'oratrice a souligné l'importance pour les élèves de reconnaître que ce qu'ils étudient en histoire est, en fait, une reconstruction historique. Sans doute cette conception ne figure-t-elle pas encore à l'ordre du jour des écoles et des universités, mais elle doit être abordée car les jeunes doutent de plus en plus des interprétations données. L'oratrice a signalé combien il était important pour les élèves d'être en empathie avec le passé et d'admettre les diverses interprétations de l'histoire.

Le Dr Ukolova a également parlé du défi de rédiger un manuel approprié sur l'histoire de l'Europe. En général, les ouvrages traitent encore l'histoire européenne comme l'histoire des différents Etats au lieu de chercher à écrire une histoire unique de l'Europe, de sa

culture et de son identité. Une nouvelle approche implique de traiter non seulement les grandes et petites nationalités européennes mais aussi les principaux thèmes européens qui dépassent les frontières nationales. Cette histoire ne doit pas se borner à traiter les conflits européens: elle doit montrer comment a émergé l'identité européenne. Selon l'oratrice, il importe que les enfants russes se désignent comme européens et comprennent ce que cela signifie. Le Dr Ukolova a insisté sur le fait que l'enseignement de l'histoire russe et européenne a besoin d'être plus intégré et qu'il faut que l'histoire, aujourd'hui, reflète celle des différents Etats de la Fédération de Russie.

### **L'enseignement de l'histoire dans une société multiculturelle**

**M. Vladimir BATSIN** s'est intéressé aux problèmes de la formation historique dans une Russie multinationale en posant quelques questions fondamentales sur les objectifs de l'enseignement de l'histoire. Dès le départ, il a établi une distinction entre l'enseignement de l'histoire à l'université et l'enseignement de l'histoire à l'école, en soutenant que l'histoire à l'école doit non pas imiter l'histoire à l'université mais s'adapter aux capacités cognitives des élèves des différentes tranches d'âge.

Selon M. BATSIN, la formation scolaire a pour objet le développement de l'être humain et l'histoire y joue un rôle important. Il a affirmé que, s'il est vrai que les hommes créent l'histoire et que l'histoire façonne l'humanité, il faut aussi reconnaître que les influences précoces qui s'exercent sur l'enfant, comme l'histoire familiale et les premières notions du passé, font également partie du modelage de l'individu. Il faut éviter de réactualiser des mythes.

Selon l'orateur, il est nécessaire de disposer de plusieurs manuels qui expriment différents points de vue, surtout au moment où l'on assiste à une renaissance culturelle nationale dans la Fédération de Russie. Les manuels doivent traiter la question de savoir pourquoi et comment les 120 peuples de la Fédération de Russie ont une perception différente de l'histoire russe. M. BATSIN a soulevé la question de la nature de l'histoire russe. Il a précisé qu'il est peut-être facile de définir l'histoire nationale dans un petit Etat homogène, mais que la Fédération de Russie est hétérogène dans sa population, sa culture et son évolution historique. C'est pourquoi les manuels doivent approcher l'histoire en abordant les grands thèmes et les grands mécanismes de transition.

M. BATSIN s'est interrogé sur la question de savoir s'il faut que les élèves étudient l'ensemble de l'histoire, de la préhistoire à nos jours, en particulier les 90% des élèves qui ne font pas d'études supérieures. Il a soutenu qu'il faut plutôt que les élèves se donnent les moyens de comprendre et se forment des convictions, au lieu d'acquérir des idées reçues et une vérité absolue. Les manuels doivent également répondre aux besoins de la moyenne des élèves russes et chercher à savoir quelle vision du monde ils ont en général.

En conclusion, M. BATSIN a indiqué qu'il serait utile de rédiger des ouvrages sur

l'histoire locale s'inscrivant éventuellement dans une perspective nationale ou mondiale, d'élaborer un certain nombre de manuels à l'échelon local et inter-régional et de faire en sorte que l'histoire reflète les besoins multi-ethniques de la Fédération de Russie.

### **Contenu, structure et défis**

M. Alexandre VODUANSKY, sous-directeur du Département de l'enseignement secondaire général du ministère de l'enseignement général et professionnel de la Fédération de Russie a parlé de la réforme du contenu et de la structure de l'enseignement de l'histoire dans les écoles russes. Il a replacé dans leur contexte les travaux effectués par le ministère depuis 1991, en faisant allusion au culte soviétique de "l'histoire d'Etat" et aux défis qui résultent de la fin du communisme en Russie. Les dirigeants du ministère de l'Education ont, en collaboration avec des intellectuels et des experts en méthodologie, pris les premières mesures pour réformer le programme scolaire d'histoire, de manière à ce qu'il expose des conceptions pluralistes. Les manuels continuent néanmoins à refléter le vieux point de vue. Dans la mesure où le processus de démocratisation se poursuit dans les rouages de l'Etat, il ne peut manquer de marquer le programme scolaire qui va être de plus en plus dépolitisé et dépouillé d'idéologie et commencer à préparer les citoyens russes à l'avènement de la société multi-culturelle. L'orateur a également décrit les travaux de révision du contenu et de la structure du programme d'histoire dans le cadre de l'évolution de la structure de l'enseignement russe, qui comporte désormais un cycle secondaire obligatoire de neuf ans laissant une certaine liberté de choix.

M. VODUANSKY a précisé que ceux qui procèdent à la refonte du programme d'histoire ont notamment eu à relever les défis suivants:

- structurer le programme d'histoire afin qu'il s'étende de l'Antiquité à la fin du 20ème siècle;
- prendre éventuellement la décision d'enseigner l'histoire russe dans le cadre d'autres histoires. Il a été recommandé d'enseigner séparément l'histoire russe et l'histoire générale mais de situer l'histoire de la Russie dans un contexte mondial;
- gérer l'ignorance des enseignants quant aux différentes manières d'aborder les événements historiques;
- affronter le fait que, si les manuels commencent à changer en ce qu'ils expriment des points de vue divers et contiennent davantage de thèmes religieux, culturels, idéologiques et nationaux, les enseignants ne sont pas nécessairement armés pour les traiter;
- régler les difficultés que soulève l'enseignement de l'histoire des civilisations mondiales et la rédaction de l'histoire du 20ème siècle;
- trancher la question de savoir s'il faut évoquer en histoire les événements de 1991 et 1993 ou mettre un terme au programme afin d'éviter ces controverses (et, dans ce cas, fixer la date de césure);
- déterminer les limites à fixer à la connaissance historique à exiger des élèves du second cycle secondaire ou plutôt placer l'accent sur la réflexion historique et les

points de vue divers de ces élèves.

Le ministère est conscient de la nécessité d'inculquer aux enseignants une méthode historique et réfléchit à la manière dont il pourrait collaborer avec le Conseil de l'Europe à ce sujet. Le programme d'histoire cherche à établir un équilibre entre l'histoire locale, nationale et mondiale et l'on estime que l'histoire nationale est importante puisque l'un de ses objectifs est de préparer les élèves à être citoyens de la Fédération de Russie. Un pourcentage de 30% du programme d'histoire est consacré à l'histoire régionale, mais il arrive souvent que cette optique ne respecte pas les autres groupes minoritaires. Il est nécessaire d'avoir des manuels qui reflètent des perspectives régionales sur l'histoire. On estime qu'on ne dispose pas d'un temps suffisant pour centrer l'attention sur l'histoire européenne mais que ce qu'il faut, ce sont des éléments de l'histoire russe qui consonnent avec la problématique européenne. Selon M. VODUANSKY, la liste des principaux sujets d'histoire européenne, élaborée par le Conseil de l'Europe, est trop complexe.

### **Débat**

Au cours des discussions sur les interventions des participants russes ont été soulevés les points suivants:

- est-il possible de créer un concept de l'enseignement de l'histoire qui soit dégagé des perspectives nationales et régionales ? Faut-il éluder les mythes de l'histoire russe ou faire disparaître les traditions, la culture et les mythes d'une société dans l'histoire de la nation? L'historien a pour tâche de démythifier et la conférence doit avoir assez de foi en l'histoire et la culture russes pour aborder les mythes. On estime qu'il est impératif de casser la conception soviétique de l'enseignement de l'histoire et fonder les débats à venir sur une présomption d'honnêteté intellectuelle;
- le but de l'enseignement de l'histoire est de développer toute la personne et non de produire un "patriote de la nation" comme dans le régime soviétique. On a beaucoup à apprendre des idées du 19ème siècle sur la finalité de l'enseignement de l'histoire en Russie, sachant que le programme actuel de l'enseignement général vise le développement de l'individu et la préparation des citoyens à la vie en société;
- le programme d'histoire doit mettre en lumière les rapports entre l'histoire russe et l'histoire mondiale et développer chez les élèves le sens de l'enquête historique, de l'explication, de la chronologie et de la comparaison;

- il n'existe pas de réponse absolue en histoire. Enseignants et élèves doivent se doter de méthodes historiques appropriées;
- l'histoire est toujours une construction et il y a différentes manières de rapporter les faits. Il convient d'écrire des histoires différentes, partant de points de vue différents;
- est-il souhaitable que les élèves "revisitent" le même programme d'histoire dans l'enseignement secondaire et ce programme constitue-t-il une bonne préparation aux études supérieures ?
- quel sens ont les "exigences", qu'elles s'appliquent à ce que les écoles doivent enseigner ou à ce qu'il faut attendre des élèves ?
- faut-il des règles pour l'autorisation des manuels et, dans l'affirmative, de qui doit relever cette autorisation ? A l'heure actuelle, tout auteur qui désire voir son manuel autorisé par la Fédération de Russie le soumet à un évaluateur indépendant pour obtenir son approbation comme manuel fédéral. Plus largement se posent les questions de savoir si ce sont des historiens ou des enseignants qui doivent rédiger les manuels (et, plus généralement, quelles relations doivent exister entre le travail universitaire et ce qui se déroule dans les classes), quel rôle doivent jouer les éditeurs et le marché, quelle est l'importance de la présentation et du style des ouvrages et de quelle manière les professeurs doivent utiliser les manuels;
- un seul manuel ne saurait répondre aux besoins des différentes populations de la Fédération de Russie, mais l'on pourrait peut-être concevoir un contenu historique condensé reconnaissant la diversité culturelle.



### 3. EXPOSES DES EXPERTS DU CONSEIL DE L'EUROPE

#### Activités et optique du Conseil

M. Maitland STOBART a rappelé les origines du Conseil de l'Europe, précisé ses objectifs et décrit le programme de travail qu'il met actuellement en œuvre. Il a bien indiqué qu'en 1949 les fondateurs de l'organisation avaient pris acte du mauvais usage qui avait été fait de l'histoire pour démontrer une supériorité nationale ou raciale. La conception qu'a le Conseil de l'enseignement de l'histoire respecte la quête de vérité des historiens, accorde une importance centrale à l'analyse critique et respecte les différents points de vue. Pour réaliser ces objectifs, le Conseil de l'Europe collabore avec un certain nombre de personnes du monde de l'histoire - notamment des universitaires, des responsables de formation des maîtres, des concepteurs de programme, des enseignants, des éditeurs, l'Institut Georg Eckert pour la recherche sur les manuels scolaires et la Conférence permanente européenne des associations de professeurs d'histoire (EUROCLIO).

M. STOBART a décrit les activités que le Conseil entend entreprendre en 1997 sur l'enseignement de l'histoire européenne du 20ème siècle dans les écoles secondaires, projet qui a le double but d'aider les jeunes à comprendre les mouvements et les forces qui ont façonné ce siècle et à adopter les attitudes nécessaires dans une société pluraliste: honnêteté intellectuelle, ouverture d'esprit, respect de la vérité, tolérance, empathie et courage civique. Les élèves ont besoin d'être encadrés pour acquérir les capacités historiques propres à leur permettre d'effectuer des recherches, d'exercer leur esprit critique, de détecter la partialité, de résister aux manipulations et de repérer les déformations et la propagande. Les enseignants, de leur côté, ont besoin d'une formation et d'une documentation appropriées pour traiter des sujets aussi sensibles et controversés que la shoah (ou holocauste), la déportation, le traitement des minorités et l'occupation militaire. Le Conseil a édité à l'intention des enseignants un manuel intitulé *'L'holocauste dans le programme scolaire - une perspective européenne'* et réalisera à Cambridge, en février 1997, une simulation de la conférence de la paix de 1919 pour les élèves de l'enseignement secondaire. Il a l'intention d'éditer des guides et des documents pédagogiques sur *'Les droits de l'homme et la démocratie pluraliste au 20ème siècle'*, *'Les femmes dans l'Europe du 20ème siècle'*, *'Les nationalismes'* et *'Les mouvements de population'*. L'orateur a également signalé le soutien constant qu'apporte le Conseil à l'enseignement de l'histoire en Europe centrale et orientale par le biais de conférences multilatérales et d'ateliers nationaux.

M. STOBART a appelé l'attention sur la valeur de l'enseignement de l'histoire et décrit le type d'histoire que le Conseil de l'Europe souhaite encourager. L'enseignement de l'histoire doit être une synthèse de l'histoire sociale, religieuse, culturelle et économique et non se limiter aux événements politiques et militaires. Apprendre l'histoire ne consiste pas simplement à apprendre des faits, mais est un acte dynamique mettant les élèves en contact avec un certain nombre de sources. L'étude de l'histoire permet aux élèves

d'apprendre à penser par eux-mêmes, à traiter des données historiques, à poser des questions, à discerner la partialité et à parvenir à des conclusions raisonnées et équilibrées. L'histoire aide les élèves à acquérir des réflexes d'honnêteté intellectuelle, de rigueur scientifique et de tolérance. C'est donc une importante préparation à la vie dans une démocratie pluraliste.

A l'heure où émerge une nouvelle sensibilité aux identités nationales, le rôle du professeur d'histoire est essentiel si l'on veut que l'identité ne s'exprime pas aux dépens des autres et que l'histoire nationale ne devienne pas l'histoire d'un nationalisme. Le Conseil de l'Europe a rejeté l'idée d'une version uniforme et normalisée de l'histoire européenne et reconnu la nécessité de ménager une place à la diversité et à l'équilibre géographique. M. STOBART a soulevé la question de savoir si l'histoire européenne n'était que la somme des histoires nationales et s'il n'existait pas des thèmes communs à explorer.

### **Critères de sélection**

M. Gary BRACE, spécialiste de l'histoire attaché au Service des programmes et de l'évaluation du pays de Galles (Royaume-Uni) a parlé des critères servant à la détermination du programme d'histoire et de l'équilibre entre l'histoire locale, régionale, nationale et mondiale, en particulier au pays de Galles. Dans son introduction, il a évoqué la question de l'identité nationale en attirant l'attention sur le fait que toute identité nationale est formée d'un ensemble de cultures et de traditions.

L'orateur a indiqué que le programme d'histoire, au pays de Galles, s'inspirait des principes suivants:

- fournir aux élèves une carte du passé et leur donner le sens de la chronologie et du changement;
- développer chez les élèves la conscience de "l'altérité" du passé et des différences entre les sociétés et les époques;
- aider les élèves à cerner les différences de perspective (sociale, culturelle, économique, technologique, politique et constitutionnelle) de l'expérience humaine et les différents plans (loco-régional, national, continental et mondial).
- développer leurs capacités d'enquête, d'analyse et d'évaluation.

Il est important d'enseigner l'histoire du pays de Galles parce qu'il est normal que les élèves abordent l'histoire du point de vue de la société et du pays dans lesquels ils grandissent. Cet enseignement contribue à leur donner le sens de leur patrimoine allois. M. BRACE a expliqué que l'histoire galloise était plus qu'une histoire locale et plus qu'une illustration régionale de l'histoire britannique. Il a néanmoins souligné qu'elle n'était pas enseignée indépendamment de l'histoire de la Grande-Bretagne, de l'Europe et du monde.

En partant de ces principes, M. BRACE a décrit l'équilibre réalisé entre l'histoire locale, l'histoire galloise, l'histoire britannique, l'histoire européenne et l'histoire mondiale dans le programme d'histoire du pays de Galles. Le premier niveau (pour les élèves de 5-6 ans) cherche à donner le sens du passé, à montrer en quoi il se distingue du présent, à faire ressortir les changements intervenus dans la vie des élèves et à faire connaître les grands événements et personnages historiques. Les deuxième et troisième niveaux (pour les élèves de 7 à 11 ans et de 11 à 14 ans) structurent le contenu historique en "unités d'étude". Ces unités ne séparent pas l'histoire galloise de l'histoire britannique - toutes les unités concernant l'histoire britannique sont des unités axées sur "le pays de Galles et la Grande-Bretagne". Au deuxième niveau, 60% du programme porte sur l'histoire du pays de Galles et de la Grande-Bretagne, 20% sur l'histoire locale et 20% sur un thème historique. Au troisième niveau, 60% du programme concerne l'histoire du pays de Galles et de la Grande-Bretagne placée dans un contexte international, 20% l'histoire mondiale au 20ème siècle, 10% l'histoire locale et 10% un thème historique. M. BRACE a également mis en relief les analogies et les différences entre les programmes d'histoire des quatre régions du Royaume-Uni.

Insérer dans l'histoire britannique la perspective du pays de Galles assure à l'enseignement de l'histoire de la Grande-Bretagne un équilibre qui tient compte aussi bien de l'évolution du pays de Galles, de l'Ecosse et de l'Irlande que de celle de l'Angleterre. Par ailleurs, cette méthode met nettement l'accent sur l'histoire sociale, économique et culturelle du pays de Galles puisque, depuis le 13ème siècle, le pays de Galles ne dispose pas d'un gouvernement autonome. Donner toute sa valeur à l'histoire du pays de Galles rappelle que l'Etat-nation même est une création de l'histoire et non une forme universelle d'organisation humaine. Reconnaître l'identité d'un peuple, indépendamment des structures de pouvoir, aide les élèves gallois à comprendre la société multi-culturelle et multi-ethnique de la Grande-Bretagne d'aujourd'hui.

M. BRACE a conclu en insistant sur la compréhension et les aptitudes que génère ce programme d'histoire et en affirmant que le fait d'inciter les élèves à percevoir les diverses interprétations de l'histoire et à réaliser des enquêtes historiques est une garantie contre la transformation de l'histoire "nationale" en une histoire "nationaliste".

### **Objectifs, exigences et évaluation**

Mme Gisèle DESSIEUX, Inspectrice générale de l'éducation nationale (section histoire et géographie) au ministère français de l'Education nationale, a fait un exposé sur les objectifs, les exigences et l'évaluation dans l'enseignement de l'histoire. Elle a commencé par expliquer que le programme d'histoire en France est national et que l'histoire est considérée comme une composante de la formation générale et civique. L'étude de l'histoire de France a contribué à cimenter l'identité nationale française et a été élargie à l'histoire de l'Europe et du monde.

Mme DESSIEUX a décrit les objectifs de l'enseignement de l'histoire en France, qui consistent à éclairer les racines de la culture et de la société française, à aider les élèves à comprendre le monde d'aujourd'hui et à leur dispenser une formation intellectuelle, notamment en les entraînant à la réflexion critique.

Le programme d'histoire en France fait actuellement l'objet de réformes. On s'est efforcé de réaliser le juste équilibre entre l'histoire nationale et l'histoire plus générale en modifiant cet équilibre aux différents niveaux du cursus scolaire et en veillant à ce que l'histoire de France soit toujours insérée dans l'histoire européenne et universelle. Pour régler le problème de la gestion du temps, on a précisé le temps qu'il est bon de consacrer aux différentes questions et les aspects qu'il est conseillé d'approfondir.

Mme DESSIEUX a indiqué que, pour parvenir à mieux identifier les niveaux d'exigence en histoire (c'est-à-dire ce que l'on attend des élèves), on s'emploie actuellement à décomposer le cursus scolaire en cycles. Au niveau primaire, les cours sont prioritairement centrés sur l'histoire nationale. Les élèves étudient les grandes périodes, de la préhistoire à nos jours, en les articulant sur des événements, dates, personnages et lieux significatifs. A la fin du second degré de l'enseignement primaire, les élèves doivent être capables de situer les grandes périodes de l'histoire nationale, d'associer une période à un personnage ou une réalisation majeure et de disposer d'un vocabulaire historique élémentaire. Dans le premier degré du cycle secondaire, les élèves étudient la même période, mais en insistant bien davantage sur la lente constitution du patrimoine culturel européen. Ils se familiarisent avec les grands documents et les principaux points de référence. Le programme détaille aussi la progression des savoir-faire que l'on attend des élèves, de façon à ce qu'à la fin du premier degré de l'enseignement secondaire les élèves sachent bien lire, observer, identifier et mettre en relation.

Dans la seconde moitié du cycle secondaire, les élèves étudient les mêmes moments historiques, mais en replaçant l'histoire contemporaine dans la longue durée et en s'entraînant à l'analyse et à la synthèse. Les lycéens sont censés organiser leurs connaissances avec une indépendance de plus en plus nette, procéder à des analyses critiques et apprendre comment l'historien travaille. L'oratrice a également fait savoir que le ministère de l'Education met actuellement au point des moyens d'évaluation des compétences. Les épreuves en question sont destinées à donner une indication de la performance nationale, mais aussi à aider les professeurs à repérer les acquis des élèves et à adapter leur enseignement en conséquence.

Enfin, dans un commentaire personnel, Mme DESSIEUX a admis que la refonte du programme d'histoire en France aurait pu donner lieu à une présentation plus homogène et à un développement plus uniforme des matériels d'évaluation. A son avis, les aptitudes demandées aux élèves sont plus grandes et plus diversifiées qu'autrefois. Voilà pourquoi il importe de définir clairement les savoir-faire et de préparer les enseignants à mettre en œuvre les changements.

### **Le rôle des associations de professeurs d'histoire**

**Mme Joke VAN DER LEEUW-ROORD**, des Pays-Bas, Présidente de la Conférence permanente européenne des associations de professeurs d'histoire (EUROCLIO) a parlé des objectifs et des fonctions des associations indépendantes de professeurs d'histoire, des défis qu'elles ont à relever et de l'action qu'elles ont menée. Elle a expliqué que de telles associations sont indispensables dans les sociétés démocratiques parce qu'elles permettent à des enseignants d'histoire indépendants de se réunir pour débattre de certains problèmes et de participer à des activités communes.

Mme VAN DER LEEUW-ROORD a précisé que les associations indépendantes de professeurs d'histoire avaient les objectifs et les fonctions suivantes:

- renforcer la position de l'histoire dans le programme scolaire et défendre le temps qui lui est consacré;
- protéger la liberté intellectuelle des professeurs d'histoire et promouvoir un enseignement de l'histoire indépendant et responsable;
- organiser la formation continue;
- financer la formation initiale des enseignants;
- diffuser des informations sur l'enseignement de l'histoire par le biais de publications nationales et internationales;
- être un centre d'information;
- constituer une tribune où se discutent des sujets intéressant tous les professeurs d'histoire;
- exercer des pressions, conseiller et créer des réseaux de professeurs d'histoire.

EUROCLIO a rempli ces fonctions à l'échelon international; elle a notamment organisé des conférences afin de permettre à ses membres de discuter de sujets intéressant l'ensemble des professeurs d'histoire européens; elle a mis sur pied des projets concernant l'histoire de l'Europe et les relations de cette dernière avec le reste du monde et, en particulier, suscité une plus grande conscience européenne par l'enseignement de l'histoire; elle a diffusé des informations sur les activités des associations membres; elle a encouragé la création d'associations de professeurs d'histoire dans les pays où il n'en existait pas.

Les principaux problèmes que rencontrent les associations indépendantes de professeurs d'histoire tiennent au fait que c'est pendant leurs loisirs que leurs membres doivent accomplir la majeure partie de leur travail; que ces associations manquent de moyens financiers; que la compétence professionnelle des enseignants n'est pas reconnue par les experts nationaux; qu'il est difficile de concilier les intérêts et exigences contradictoires des enseignants et des historiens du monde universitaire; que des débats nationaux s'imposent sur la place et la raison d'être de l'enseignement de l'histoire dans la société et la manière de l'envisager.

D'un autre côté, on peut mettre à l'actif des associations indépendantes de professeurs d'histoire de nombreuses réalisations: c'est grâce à elles que l'on connaît de mieux en mieux en Europe l'utilité des associations professionnelles non gouvernementales de professeurs d'histoire dans l'enseignement de l'histoire. L'oratrice a donné quelques exemples du rôle joué par diverses associations dans l'évolution récente des programmes scolaires d'un certain nombre de pays, entre autres aux Pays-Bas et dans la République tchèque, où elles ont obtenu une augmentation du temps dévolu à l'histoire dans les programmes. Bien des associations ont publié des revues et bulletins, des recensions de manuels et des analyses de documents pédagogiques qui ont paru utiles aux enseignants.

En conclusion, Mme VAN DER LEEUW-ROORD a indiqué que, pour assurer le développement des associations de professeurs d'histoire, la Fédération de Russie et d'autres pays d'Europe centrale et orientale devaient surtout:

- veiller à assurer l'indépendance de l'association;
- amener les autorités locales, régionales et nationales à lever les obstacles administratifs à la fondation d'associations;
- dégager des ressources financières suffisantes;
- créer un réseau de bons professeurs d'histoire;
- élaborer de nouveaux matériels pédagogiques et organiser des stages de formation.

### **Préparation et publication des manuels**

M. Andrzej CHRZANOWSKI, Directeur de la maison d'édition polonaise *Wydawnictwa Szkolne I Pedagogiczne*, a évoqué la préparation et la publication de manuels d'histoire du point de vue d'un éditeur de matériels pédagogiques. Il a commencé par décrire la place de l'histoire dans le système éducatif polonais. En ce qui concerne les nouveaux manuels, c'est dans les années 1980, avant les réformes politiques, que *Wydawnictwa Szkolne I Pedagogiczne* a accompli les premières tentatives visant à aborder les domaines historiques qui ne pouvaient pas encore officiellement faire l'objet de débats, comme certains aspects de l'histoire de la Pologne pendant la seconde guerre mondiale. Depuis 1990 ont paru plusieurs nouveaux manuels destinés aux écoles primaires et secondaires. *Wydawnictwa* en a publié d'autres sur les mêmes sujets afin de permettre aux enseignants de choisir leur perspective.

M. CHRZANOWSKI a étudié la manière dont *Wydawnictwa* sélectionne les auteurs. Parce qu'elle est une maison d'édition entièrement autonome, *Wydawnictwa* trouve les auteurs grâce à ses relations avec les enseignants et les universitaires. Une fois que l'éditeur et l'auteur ont conclu un contrat, l'auteur interprète le programme d'histoire (sans toutefois en être "l'esclave"). L'agent commercial de l'éditeur soutient l'auteur en lui fournissant des documents, en organisant le travail technique et en testant l'ouvrage auprès d'enseignants et d'élèves. Les éditeurs se maintiennent en étroite relation avec le monde universitaire. A l'heure actuelle, la plupart des auteurs des manuels destinés à

l'enseignement secondaire ont été recrutés par *Wydawnictwa* dans ce milieu, bien que certains soient issus de la profession enseignante.

En ce qui concerne la conception des ouvrages, *Wydawnictwa* veille à assurer l'équilibre entre la narration de l'auteur, le matériel documentaire, les illustrations et les exercices. Tous ces éléments sont intégrés. Les manuels exposent également toute une série d'interprétations, surtout lorsqu'ils traitent des événements prêtant à controverse, au lieu de n'apporter que "la" réponse juste. Les manuels destinés aux élèves du second degré du cycle primaire et du premier degré du cycle secondaire mettent nettement l'accent sur l'histoire des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles. Ils abordent l'histoire européenne et replacent celle des voisins de la Pologne dans le vaste contexte de l'histoire polonaise et mondiale. Un autre aspect de l'activité de *Wydawnictwa* est la publication d'une revue bimensuelle qui analyse certains aspects du travail historique, diverses questions liées à l'enseignement de l'histoire et contient aussi des recensions d'ouvrages.

En Pologne, les manuels sont revus et approuvés par le ministère de l'Education. Ils reçoivent l'approbation lorsque les quatre experts désignés par le ministère ont donné un avis favorable. Deux de ces experts sont chargés du contenu de l'ouvrage, un de la méthode et le quatrième de la pertinence du langage. En 1996, 36 manuels ont été approuvés, et la plupart d'entre eux font partie des ouvrages édités par *Wydawnictwa* ou des titres parus chez sept autres éditeurs polonais.

### **Recherche et analyse concernant les manuels**

Le **Dr Falk PINGEL**, Directeur adjoint de l'Institut allemand Georg Eckert pour la recherche internationale sur les manuels scolaires, a donné le point de vue de l'Institut sur la préparation et la publication de manuels. Il a rappelé le cadre historique de la recherche internationale sur les manuels scolaires et précisé les fonctions et les objectifs de l'Institut Georg Eckert, en expliquant que ses activités ont été lancées en 1925, sous l'égide de la Société des Nations. Ces activités ont été poursuivies après la seconde guerre mondiale par l'UNESCO, le Conseil de l'Europe et l'historien du Brunswick Georg Eckert, qui a fondé l'Institut en 1951. Cet Institut sert au Conseil de l'Europe de centre d'information sur les manuels d'histoire.

L'Institut Georg Eckert cherche à frayer la voie au règlement pacifique des conflits, à susciter la compréhension entre les nations et à renforcer la dimension interculturelle des manuels d'histoire. Il organise des conférences sur les manuels, donne des conseils aux auteurs, aux éditeurs et à d'autres et offre des bourses d'études. La bibliothèque des ouvrages scolaires de l'Institut compte 150 000 titres de 90 pays et la bibliothèque de recherche 47 000. L'Institut fait paraître un bulletin intitulé *La recherche internationale sur les manuels scolaires* et divers rapports.

Le Dr PINGEL a évoqué plusieurs des questions que soulève la recherche concernant les manuels et montré que, pendant la guerre froide, des pays des deux blocs ont réalisé des

analyses fort utiles. Ainsi, le rapport sur l'étude des manuels effectuée par les USA et l'URSS entre 1977 et 1989 contenait l'affirmation suivante: *Il faut continuer à rédiger des manuels qui se placent du point de vue de chaque société. La situation ne doit pas nuire à l'exactitude des manuels.* En définissant le mot "exactitude", l'orateur a fait observer que l'on pouvait analyser les manuels sous l'angle de leur contenu historique (préoccupation des universitaires) ou des qualités pédagogiques du texte (préoccupation des enseignants). Selon lui, il est vital que les deux parties entrent en dialogue afin de déterminer les critères de sélection du contenu. Il s'agit de savoir "si l'on veut s'en tenir au contenu ou aux compétences ou si l'on peut conjuguer les deux approches". "Sur quel contenu veut-on fixer l'attention : sur l'histoire nationale (et, en ce cas, depuis combien de temps la nation existe-t-elle?) ou sur l'histoire régionale (et, en ce cas, faut-il donner de la région une définition politique, culturelle ou économique ?)

L'orateur s'est ensuite tourné vers la rédaction de manuels tenant compte du contexte international. Il a souligné que le maître mot était l'acceptation de la diversité (ou "multiperspectivité"). Les bons manuels font état d'expériences historiques différentes en décrivant, par exemple, la structure politico-économique de la société, les actions et sentiments individuels, la diversité des strates sociales et des cultures dans une ou plusieurs sociétés, l'histoire économique et culturelle ou l'histoire des idées (religion, croyances, valeurs).

Enfin, le Dr PINGEL a attiré l'attention sur les principes qui, de l'avis général, doivent inspirer le programme d'histoire et la rédaction des manuels dans un autre pays en transition démocratique, à savoir l'Afrique du Sud. Ces principes sont les suivants:

- le programme d'histoire doit refléter les progrès de la discipline qu'est l'histoire;
- il importe d'envisager le passé d'une manière globale et démocratique;
- c'est par l'analyse et l'explication que le savoir historique doit être abordé;
- il faut considérer comme inséparables l'acquisition des compétences et le contenu du programme et expliquer aux élèves le mécanisme de la construction historique;
- il faut accepter la diversité dans l'approche du passé;
- les manuels doivent présenter le passé de différents points de vue;
- ils doivent donner aux élèves l'occasion d'apprendre à mener une réflexion historique;
- il faut élaborer et choisir les manuels de manière ouverte et équitable;
- il faut consacrer un temps suffisant à la recherche, aux consultations et à l'expérimentation des manuels;
- les professeurs ont besoin de se former pour soutenir les innovations dans l'enseignement de l'histoire.



En conclusion, le Dr PINGEL a engagé les délégués à tolérer non seulement leur histoire mais celle des autres. Il est essentiel de trouver un équilibre entre l'histoire loco-régionale, nationale, européenne et mondiale si l'on tient à encourager la compréhension internationale sans négliger pour autant les revendications identitaires de chacun.

### **Débat**

Au cours des discussions sur les interventions des experts du Conseil de l'Europe ont été soulevées les questions suivantes:

- le nombre d'heures de cours consacré par semaine à l'histoire dans les différents pays d'Europe;
- la valeur de l'enseignement de la chronologie dans les écoles;
- la proportion d'histoire de l'Europe dans les programmes d'histoire des pays européens;
- la définition de l'histoire locale;
- l'âge auquel l'histoire doit cesser d'être une discipline scolaire obligatoire;
- la nature de l'enseignement de l'histoire dans les sociétés multi-culturelles et multilingues;
- la perspective des manuels d'histoire conçus pour certaines populations comme celles de la Nouvelle Calédonie ou du pays de Galles;
- les rapports entre l'histoire, la géographie et les autres disciplines et le rôle de l'histoire dans l'éducation civique;
- la formation initiale et continue des enseignants

#### **4. LES CONCLUSIONS DES GROUPES DE TRAVAIL**

Les participants à la Conférence se sont répartis en deux groupes de travail pour étudier la base conceptuelle et la structure de l'enseignement de l'histoire, ses exigences et ses manuels.

Les groupes de travail ont abouti aux conclusions suivantes.

##### **Base conceptuelle et structure de l'enseignement de l'histoire**

Il convient de déterminer les objectifs de l'histoire du point de vue des élèves. En conséquence, l'un des principaux objectifs doit être d'aider les élèves à comprendre le présent en étudiant le passé et les préparer à vivre au quotidien une période troublée de l'histoire russe. L'histoire doit être intéressante, véridique et concerner des personnes. Or, on constate que les professeurs d'histoire en Russie ont toujours la mentalité, les principes et la pédagogie de l'ère soviétique. Il est nécessaire de leur donner une nouvelle formation.

Selon un délégué, la Fédération de Russie doit, pour élaborer un nouveau programme d'histoire, franchir trois étapes: forger une nouvelle image de l'histoire russe, prendre conscience de la multiplicité des valeurs culturelles et admettre la diversité des conceptions de l'histoire.

Le groupe s'est penché sur le contenu du programme d'histoire. Certains ont estimé important de déterminer le contenu historique à enseigner aux élèves selon leur âge. D'autres se sont demandés si la Fédération de Russie était prête à placer l'histoire nationale dans le cadre de l'histoire européenne, jusqu'à quel point il y avait lieu d'inclure l'histoire mondiale dans le programme d'histoire de la Fédération de Russie et s'il fallait l'intégrer dans l'histoire russe ou en faire l'objet d'un enseignement parallèle. Le groupe s'est également interrogé sur le moment où s'arrête l'histoire et où commence l'actualité. On a fait remarquer que, pour que l'histoire ait un sens, il fallait prendre un certain recul - ce qui ne revient pas à dire que les élèves ne peuvent ou ne doivent analyser les événements contemporains, surtout s'ils ont été entraînés à l'analyse dès leur jeune âge. On a également signalé que différents événements suscitaient de telles polémiques dans certaines régions qu'il était sage de les éluder afin de protéger la sensibilité des personnes et des familles. Pendant la période de transition, il importe que le programme d'histoire se caractérise par la souplesse.

A la question de savoir qui doit concevoir le programme d'histoire, le groupe a répondu en soulignant l'importance du partenariat. Il faut que les partenaires comprennent des enseignants, des associations d'histoire, des conseillers pédagogiques, des inspecteurs et des documentalistes. Il faut qu'une fois conçu, le programme laisse toute liberté d'interprétation aux enseignants.

### **Exigences et manuels**

Le groupe s'est efforcé de définir les "exigences" du programme. Il a indiqué que, pendant l'ère soviétique, c'était le programme lui-même qui était "l'exigence". Il est néanmoins parvenu à la conclusion que les exigences d'aujourd'hui devaient s'appliquer à la fois à la compréhension de l'histoire, aux compétences et attitudes personnelles et au savoir historique. Il est essentiel que ces exigences ne soient pas trop lourdes et paraissent compréhensibles aux enseignants. Selon le groupe, il faudrait concevoir des instruments permettant de les évaluer, mais cela risque d'être difficile.

En ce qui concerne les manuels, on a vu émerger une nouvelle approche au cours de la dernière décennie, mais bien des ouvrages ont encore des défauts. Ainsi, certains présentent des sources documentaires, mais sans en indiquer la provenance. Tous les membres du groupe ont appelé de leurs vœux un changement dans la conception des manuels. Ils aimeraient voir des manuels mieux écrits qui:

- développent la perception et les compétences historiques des élèves, ainsi que leur savoir, au niveau approprié;
- comportent des sources documentaires qui aient du sens et ne soient pas de simples illustrations;
- ménagent une place aux questions et activités des élèves.

Le groupe a conseillé aux rédacteurs de manuels de ne pas adopter une approche trop intellectuelle ou théorique. Il existe un large consensus sur le fait que les ouvrages doivent présenter des points de vue multiples et non donner des réponses "justes" et incontestées. Le groupe a discuté du rôle des auteurs et des éditeurs, ainsi que de l'évaluation et de l'approbation des manuels.

## **5. RESUME DU RAPPORTEUR**

### **Questions brûlantes**

Les grandes questions qui se sont dégagées au cours de la Conférence sont les suivantes:

#### **i. Comment définir l'histoire?**

Les débats ont fait apparaître deux grandes conceptions de la finalité de l'histoire. Les uns considèrent qu'il s'agit de relater le passé en l'inscrivant dans une conception du monde ou une idéologie particulière, que cette idéologie soit soviétique ou post-soviétique, et de perpétuer des "mythes" dans un souci de cohésion sociale. Les autres reconnaissent que, par le choix même des faits destinés à composer une narration, une description ou une explication, on bâtit une interprétation du passé. Cette conception admet que, pour préserver l'honnêteté intellectuelle de l'étude historique, il faut que les appréciations restent provisoires et puissent donner lieu à une réinterprétation à la lumière de faits nouveaux. Par ailleurs, cette conception enracine l'histoire dans les sources historiques disponibles au lieu de l'enfermer dans un système préconçu ou une méthode d'analyse particulière.

Si les deux conceptions reconnaissent que l'histoire est une "construction", seule la seconde admet la possibilité de donner différentes interprétations ou points de vue. Les débats de type intellectuel ou universitaire influent sur les décisions concernant l'enseignement de l'histoire dans les écoles.

#### **ii. Qu'est-ce que l'histoire à l'école ?**

La conférence a permis d'assister à un début de reconnaissance de la distinction entre l'histoire "universitaire" et l'histoire scolaire. Très peu d'élèves poursuivent des études d'histoire à l'université. En conséquence, l'histoire à l'école doit préparer la moyenne des élèves à leur présent et à leur avenir. Un certain nombre de participants ont reconnu que l'histoire contribue à forger la conscience nationale et l'identité personnelle et à former le sens civique dans les sociétés démocratiques anciennes ou plus neuves, qui sont souvent aussi des sociétés multi-culturelles.

Les délégués ont estimé qu'il serait peut-être utile de se pencher sur deux aspects également importants pour définir l'histoire à l'école: le fait que l'histoire est à la fois le récit du passé et la manière dont on étudie le passé, c'est-à-dire la manière dont on inculque aux jeunes les qualités de l'historien comme l'esprit critique, l'honnêteté intellectuelle, l'empathie, la tolérance, la mise en valeur de points de vue différents et les techniques d'enquête. Toutes ces capacités sont importantes pour les jeunes dans les sociétés démocratiques, qu'ils poursuivent ou non des études d'histoire.

### **iii. Le contenu et la structure du programme d'histoire**

La conférence a fait émerger trois questions générales: quel contenu donner au programme scolaire d'histoire; comment définir la perception de l'histoire et les compétences à acquérir par l'histoire; comment structurer le programme d'histoire.

Sur le contenu, les délégués se sont demandés à qui l'enseignement de l'histoire doit emprunter sa perspective et sont parvenus à la conclusion générale que, s'il est normal qu'un programme d'histoire se situe dans la perspective d'un pays donné, il est essentiel que tous les programmes d'histoire reflètent une multiplicité de perspectives et de points de vue. Ils se sont également interrogés sur l'équilibre à réaliser entre l'histoire locale, régionale, nationale, européenne et mondiale et sur la proportion dans laquelle les élèves d'âges différents doivent aborder ces types d'histoire. Ils ont analysé le choix du contenu historique en se demandant s'il convenait "d'exclure" certains faits du programme scolaire d'histoire et où placer la frontière entre la fin de l'histoire et le début de l'actualité.

A propos de la définition de la perception et des compétences historiques, les délégués ont constaté que l'histoire n'était pas la simple régurgitation de faits historiques. C'est pourquoi ils ont cherché à définir avec précision ce que les élèves doivent être capables de comprendre et de faire et ce qu'il y a lieu d'attendre d'eux, compte tenu de leur âge et de leurs aptitudes. La plupart des pays européens, par exemple, mettent l'accent sur le travail axé sur les sources historiques que les élèves doivent assimiler, analyser et évaluer.

Quant à la structuration du programme d'histoire, la Conférence a montré que les divers pays l'abordent dans le cadre de leurs propres structures d'enseignement et de leurs programmes en général.

### **iv. Les manuels**

La conférence a mis en lumière un certain nombre d'approches différentes et de conceptions de la finalité du manuel et de l'usage qui doit en être fait, en indiquant par exemple s'il doit apporter des informations historiques à faire apprendre à tous les élèves ou s'il doit être une aide à l'enseignement, parallèlement aux nombreux autres documents qu'emploie tout bon professeur. Les délégués se sont interrogés sur ce qui doit figurer dans un manuel - se demandant s'il faut y insérer uniquement des faits (et, dans ce cas, combien, et à l'intention des élèves de quel âge et dotés de quelles aptitudes) ou des informations historiques, sources, activités et questions destinées aux élèves. Les manuels doivent-ils s'étendre à tout ou est-il plus utile d'opérer un tri dans les données historiques mais de présenter, en revanche, des points de vue différents sur les mêmes événements ?

Les délégués ont examiné la question de savoir qui doit produire ou commanditer l'élaboration des manuels, quel est le rôle de l'éditeur d'ouvrages pédagogiques et s'il incombe à des historiens de l'université ou à des enseignants de rédiger les manuels. Ils se sont aussi demandés si les ouvrages doivent être revus, recommandés ou approuvés par le ministère de l'Education et, si oui, dans quelles conditions. La conférence a révélé l'existence d'un certain nombre d'approches, les uns étant favorables à la recommandation par le ministère d'un seul ouvrage, d'autres à la parution d'une liste d'ouvrages conseillés, d'autres encore préconisant de laisser aux enseignants une totale liberté pour faire leur choix parmi les divers manuels proposés par les éditeurs commerciaux.

#### **v. Que faut-il entendre par "exigences"?**

Les délégués à la conférence ont employé le terme "exigences" de diverses manières. Les uns l'ont appliqué au programme scolaire d'histoire, c'est-à-dire au savoir, à la perception et aux compétences que les enseignants doivent inculquer à leurs élèves. D'autres l'ont employé pour décrire les niveaux de connaissance, de compréhension et de compétence que l'ont attend des élèves selon leur âge et leurs capacités. D'autres encore s'en sont servis pour décrire la qualité des manuels, notamment pour préciser si ces derniers répondent aux critères du programme d'histoire et aux besoins des élèves.

Il conviendrait d'utiliser le terme "exigences" dans une acception commune, avant de poursuivre une réflexion utile à leur sujet.

#### **vi. La formation des enseignants**

A la conférence, les délégués se sont montrés parfaitement conscients de l'évolution de la situation dans la Fédération de Russie et des besoins de formation qui en résultent pour les professeurs d'histoire. Sans doute faudra-t-il prévoir, entre autres, un recyclage articulé sur les objectifs de l'enseignement de l'histoire, ainsi que sur les notions historiques, les compétences et les méthodes pédagogiques fondées sur les sources historiques. Les délégués ont établi une distinction entre les besoins initiaux de formation et la formation continue des professeurs en exercice et entre les besoins globaux des maîtres du cycle primaire et des professeurs d'histoire du secondaire. Une autre question a été soulevée: celle de savoir qui assurera cette formation puisque les antécédents et l'acquis conceptuel des formateurs actuels remontent à l'ère soviétique.

Il a été proposé que l'activité du Conseil de l'Europe s'oriente désormais vers des groupes spécifiques comme les concepteurs de programme ou les formateurs d'enseignants de la Fédération de Russie.

**vii. L'importance des partenariats**

Bien des pays européens ont expérimenté le fait que les progrès de l'enseignement de l'histoire sont plus efficaces lorsqu'ils impliquent un partenariat entre le ministère de l'Education, les enseignants, les universitaires, les associations d'histoire et les fournisseurs de matériel pédagogique.

Les délégués ont indiqué qu'il pourrait être utile d'explorer, à terme, le rôle des conseillers et inspecteurs d'histoire de la Fédération de Russie qui pourraient aider, par exemple, à élaborer le programme et à aider les autres à le mettre en œuvre, puis à en contrôler l'efficacité.

**viii. Le rôle des associations de professeurs d'histoire**

Ce problème a été surtout évoqué par les experts du Conseil de l'Europe. La conférence a reconnu qu'il existe de nombreuses associations en Europe et quelques-unes dans certaines régions de Russie. Les experts du Conseil de l'Europe ont essentiellement insisté sur le fait que de telles associations devraient être lancées par des enseignants et être indépendantes des ministères de l'Education.

Les délégués ont fait savoir que les ministères pourraient jouer un rôle utile en permettant à des associations indépendantes de professeurs d'histoire d'éclorre, de se développer et, le cas échéant, de lever les éventuels obstacles administratifs à leur existence.

## **6. CLOTURE DE LA CONFERENCE**

M. BATSIN a affirmé que la Conférence avait augmenté la compréhension mutuelle entre les participants et remercié le Conseil de l'Europe pour son aide. Il s'est réjoui que l'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie s'apprête à franchir une étape historique. M. STOBART a remercié le ministère de l'Education de la Fédération de Russie et indiqué qu'il se préparait à la deuxième phase de la coopération du Conseil de l'Europe avec le ministère qui, à partir de 1998, sera plus centrée sur l'action.



## **APPENDIX I**

### **Programme de la Conférence**

#### **WEDNESDAY 11 DECEMBER**

- 10.00 Departure from Moscow to Suzdal
- 13.00 - 16.00 Sightseeing visit to the City of Vladimir
- 17.00 Arrival at the hotel in Suzdal
- 19.00 Welcome Dinner

#### **THURSDAY 12 DECEMBER**

##### **10.00 - 11.30 OPENING OF THE CONFERENCE**

**Chaired by : Mr Maitland STOBART &  
Mr Alexandre ASMOLOV**

##### **Presentations by:**

- i. Mr Alexandre ASMOLOV, Deputy Minister of Education of Russia;
- ii. Mr Maitland STOBART, Deputy Director of Education, Culture and Sport, Council of Europe;
- iii. M. N. GURBATOV, Head of the Department of Education of the Vladimir Region

11.30 - 12.00 Pause

12.00 - 14.00

**PANEL SESSION**

**Presentations by Russian experts:**

- i. Goals of history education in Russia, its methodological foundations
  - Mr N. SAKHAROV, Head of the Institute of Russian History, Russian Academy of Education;
  
- ii. The contents and structure of history education in Russian schools
  - Mr A. VODUANSKY, Deputy Head of the Department for the Development of Secondary Education

14.00 - 15.30

Lunch

15.30 - 17.00

Discussion of the presentations in plenary session - views, opinions, comments on the problems

17.00 - 17.30

Pause

17.30 - 19.00

Continuation of the discussions

19.00

Dinner

**FRIDAY 13 DECEMBER**

09.00 - 11.00      **PANEL SESSION**

**Presentations by the experts invited by the Council of Europe**

- Criteria for selecting curriculum content and the balance between local, regional, national and world history, by Mr Gary BRACE, United Kingdom
- Goals, standards, evaluation in history teaching, by Ms Gisèle DESSIEUX, France
- The preparation and publication of history textbooks from the point of view of the Georg-Eckert Institut, by Mr Falk PINGEL, Germany

11.00 - 11.30      Pause

11.30 - 12.30      Continuation of the presentations

- The preparation and publication of history textbooks from the point of view of an educational publisher, by Mr Andrzej CHRZANOWSKI, Poland
- Initial and in-service teacher training in the Netherlands, and the role of associations of history teachers, by Ms Joke VAN DER LEEUW-ROORD, The Netherlands

12.30 - 13.30      Lunch

13.30 - 17.00      Excursion to the Suzdal Convent

17.30 - 18.30      Dinner

- 18.30 - 20.30      Group discussions on the following topics:
- Goals of history education, conceptual approaches to the problem;
  - Standards, norms in history education, examinations

### **SATURDAY 14 DECEMBER**

- 09.00 - 11.00      Round table discussions on the following topics:
- textbooks and teaching materials for history education;
  - modern classroom technology;
  - associations of history teachers;
  - project activities, development of future trends of international co-operation in the area of history.
- 11.00 - 11.15      Pause
- 11.15 - 12.00      Presentations by the Rapporteurs on the results of the working groups
- 12.00 - 13.30      **CLOSING SESSION**
- Conclusions
- 15.00                Departure of the participants from Suzdal

## APPENDIX II

### List of Participants

#### CHAIR OF THE CONFERENCE

Dr Vladimir BATSYN, Head of Department for International Co-operation (History Expert), Ministry of General and Professional Education, 6 Chistoprudny Boulevard, RF - 101856 MOSCOW, Russian Federation

**(private address: 2-5 apt. 36, Tuzistskaya Str, Moscow)**

Tel: +70 95 948 08 92 (private)

Fax: +70 95 924 81 39

Working language: Russian/E

#### EXPERTS INVITED BY THE COUNCIL OF EUROPE

Mr Andrzej CHRZANOWSKI, Director, Wydawnictwa Szkolne i Pedagogiczne, Plac Dabrowskiego 8, PL - 00-950 WARSAW, Poland

Tel: +48 22 826 83 82

Fax: +48 22 827 92 80

Email: boss%wsip@ikp.atm.com.pl

Working language: E

Dr Falk PINGEL, Deputy Director, Georg-Eckert-Institut für International Schulbuchforschung, Celler Strasse 3, D - 38114 BRAUNSCHWEIG, Germany

Tel: +49 531 5 90 99 53

Fax: +49 531 5 90 99 99

Working language: E

Ms Joke VAN DER LEEUW-ROORD, President, European Standing Conference of History Teachers' Associations (EUROCLIO), Louise-Henriëtestraat 16, NL - 2595 TH THE HAGUE, The Netherlands

Tel: +31 70 385 36 69 / 382 48 72

Fax: +31 70 385 36 69 / 382 48 72

email: j.vanderleeuw@pobox.ruu.nl

Working language: E

Mr Gary BRACE, Professional Officer - History, ACAC, Castle Buildings, Womanby Street, GB - CARDIFF CF1 9SY, Wales, United Kingdom

Tel: +44 1222 375 416

Fax: +44 1222 343 612

Working language: E

Mme Gisèle DESSIEUX, Inspection Générale de l'Education Nationale (Groupe histoire et géographie), Ministère de l'Education Nationale, 82 rue de Lille, F - 75357 PARIS 07 SP, France

Tel: +33 1 49 55 25 68

Fax: +33 1 45 55 56 32

Langue de travail: F

### **ARMENIA / ARMENIE**

Mr Arackel GIULBUDAGHIAN, Historian, Department of School Curricula and New Methods of Teaching, Ministry of Education and Science, YEREVAN, Armenia

Tel: +374 2 57 21 52

Fax: +374 2 58 88 61 / 374 2 52 70 22

Working language: Russian

### **AZERBAIDJAN / AZERBAIJAN**

Professor Yagoub MAHMOUDOV, Head of History Department,, Baku State University, C/o Ministry of Education of the Republic of Azerbaidjan, Government House, 370016 BAKUJ, Azerbaidjan

Tel: +7 99 412 93 66 60

Fax: +7 99 412 93 80 97

Working language: Russian

### **BELARUS**

Ms Nadeshda GANUTSCHENKO, Chief Inspector of History, Ministry of Education and Science, Sovetskaya St. 9, 220010 MINSK, Belarus

Tel: +375 172 29 67 98

Fax: +375 172 20 84 83

Working language: Russian/E

### **ESTONIA / ESTONIE**

Ms Mare OJA, Chief Expert, Social Studies, Department of General Education, Curriculum Section, Ministry of Education, Tõnismägi Str. 9/11, EE - 0106 TALLINN, Estonia

Tel: +372 6 28 23 04

Fax: +372 6 31 12 13

Working language: E

## **GEORGIA / GEORGIE**

Mr Tamaz TATISHVILI, Deputy Minister of Education, Ministry of Education of Georgia, 52 Uznadze St., 380002 TBILISI, Georgia

Tel: +995 32 95 25 14

Fax: +995 32 77 00 73/95 31 55

Working language: Russian

## **LATVIA / LETTONIE**

Mr Valdis KLIŠĀNS, History Expert, Centre for Curriculum Development and Examination, Valnu Street 2/501, LV - 1098 RIGA, Latvia

Tel: +371 7 21 64 27

Fax: +371 2 21 39 92

Working language: E

## **LITHUANIA / LITUANIE**

Mr Rimas JOKIMAITIS, Senior Expert, Ministry of Education and Science, A. Volano st. 2/7, 2691 VILNIUS, Lithuania

**(private address: Laisves 45a-48, Vilnius)**

Tel: +370 2 62 24 83 / 61 00 34 / 61 63 15

Fax: + 370 2 61 20 77

Working language: Russian

**APOLOGISED FOR ABSENCE/EXCUSE**

## **MOLDOVA**

Prof. Gheorghe COROVAI, Deputy Director of Secondary Education/Head of Humanities Department, Ministry of Education, Pia\_a Marii Adun\_ri Nationale, 1, MD - 2033 CHI\_INAU, Moldova

Tel: +373 2 23 22 84

Fax: +373 2 23 34 74

Working language: Russian

## **RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE**

### **Ministry of Education**

Dr Vladimir BATSIN, Head of Department of Foreign Relations, Ministry of General and Professional Education, Chistoproudny Boulvar, 6, RF - 101850 MOSCOW, Russian Federation

Mr Aleksandre VODUANSKY, Deputy Head, Department for the Development of Secondary Education, Ministry of Education, Chistoproudny Boulvar, 6, RF - 101850 MOSCOW, Russian Federation

Ms Tamara TULAYEVA, Senior Officer, Department of General Secondary Education, Ministry of Education, Chistoproudny Boulvar, 6, RF - 101850 MOSCOW, Russian Federation

Ms Karina BUTIAGINA, Head of Sector for Cooperation with International Organisations, Ministry of Education, Chistoproudny Boulvar, 6, RF - 101850 MOSCOW, Russian Federation

Ms Elena LENSKAYA, Deputy Head of the State Agency for International Cooperation in Science and Education, Ministry of Education, Chistoproudny Boulvar, 6, RF - 101850 MOSCOW, Russian Federation

Ms Svetlana YUNITCHKINA, Officer, Sector for International Organisations, Ministry of Education, Chistoproudny Boulvar, 6, RF - 101850 MOSCOW, Russian Federation

### **Educational institutions**

Mr Alexandr TCHUBARYAN, Director, Institute of General History, Academy of Sciences of Russia

Mr Igor IONOV, Senior Research Officer, Institute for General History, Academy of Sciences of Russia

Mr Andrey SAKHAROV, Director, Institute of Russian History, Russian Academy of Education

Mr Evgeny VIAZEMSKY, Head of the Laboratory of History

Ms Ludmila ALEXASHINA, Head of the Laboratory of History, Academy of Sciences of Russia

Mr Alexandr DANILOV, Head of the Chair of History, Moscow State Pedagogical Institute

Ms Marina KOROTKOVA, Associate Professor, Chair of Methods for Teaching History, Moscow State Pedagogical Institute



Mr Alexander SHEVYREV, Head of the Laboratory of History Education, Moscow Institute for Development of Educational Systems, fl.18, 26/2 Ostrovityanova St, 117321 MOSCOW, Russian Federation

Tel: +70 95 915 69 75 (private: 70 95 338 75 79)

Fax: +70 95 915 69 75

Working language: Russian/E

Mr Serguey KOZLENKO, Head of the Chair of Moscow in-service Teacher Training Institute

Mr Nikolay SHABOUROV, Head of the Centre for global religious studies of Russian State Humanitarian University

Mr Alexandr PROKHOROV, Chef editor of the magazine "History Teaching in school"

Mr Oleg SOROKO-TSUPA, Professor of the Moscow State University after M. Lomonossov

Mr Alexandr SAMSONOV, Head of the History editorial office of publisher house "prosveschenie"

Mr Serguey TYRIN, Vice director of the Centre for Humanitarian Education

Mr Petr BARANOV, St Petersburg, In-service Teacher Training University, associate professor

Mrs Olga STRELOVA, associate professor of the Khabarovsk Pedagogical University

Mrs Tatyana DMITRIEVITCH, Director of the Reading Hall of history teachers of the Russian History Library

Mrs Lubov IBRAGIMOVA, Head of the Department of Chelabinsk In-service Teacher Training Institute

Mrs Tatyana AVDEEVA, Head of the Department of Tambov In-service Teacher Training Institute

Mrs Tatyana SOUHOROUKOVA, Ministry of Education of Komi Republic

Mr Nikita ZAGLADIN, Head of the Chair of the Academy of Public Administration under the President of the Russian Federation

Mr Mikhail BOYTISOV, associate professor of the Moscow State University after M. Lomonossov

## **UKRAINE**

Ms Nataliya TEPLOUKHOVA, Leading Specialist, Department of Secondary Education, Ministry of Education, 10 Peremogy Ave., 252135 KYIV, Ukraine

**(private address: Pirogova 2, ap. 85, 252030 Kyiv)**

Tel: +380 44 225 49 49

Fax: +380 44 274 41 53 / 216 28 49

Working language: Russian/E

## **NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS**

### **Georg Eckert Institute für Internationale Schulbuchforschung**

Dr Robert MAIER, Georg Eckert Institute für Internationale Schulbuchforschung, Celler Strasse 3, D - 38114 BRAUNSCHWEIG, Germany

Tel: +49 531 5 90 99 45

Fax: +49 531 5 90 99 99

Email: [gei@is.gaertner.de](mailto:gei@is.gaertner.de)

## **COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE**

### **Directorate of Education, Culture and Sport / Direction de l'Enseignement, de la Culture et du Sport**

Mr Maitland STOBART, Deputy Director, Head of the Education Department, Directorate of Education, Culture and Sport, Council of Europe, F - 67075 STRASBOURG CEDEX, France

Tel: +33 3 88 41 26 05

Fax: +33 3 88 41 27 50

Ms Alison CARDWELL, Administrator, Directorate of Education, Culture and Sport, Council of Europe, F - 67075 STRASBOURG CEDEX, France

Tel: +33 3 88 41 26 17

Fax: +33 3 88 41 27 50

Ms Tatiana MILKO, Administrative Assistant, Directorate of Education, Culture and Sport, Council of Europe, F - 67075 STRASBOURG CEDEX, France

Tel: +33 3 88 41 26 06

Fax: +33 3 88 41 27 50

Ms Sally PATON, Assistant to the Deputy Director, Directorate of Education, Culture and Sport, Council of Europe, F - 67075 STRASBOURG CEDEX, France

Tel: +33 3 88 41 26 06

Fax: +33 3 88 41 27 50

email: [sally.ritch@decs.coe.fr](mailto:sally.ritch@decs.coe.fr)